

Editorial

Autor(en): **Chambre de commerce suisse en France**

Objektyp: **Preface**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **38 (1958)**

Heft 2

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Editorial

Nous croyons utile de reproduire ci-après quelques considérations sur la situation actuelle de la France, telles qu'elles ont été énoncées par le Président de notre Compagnie, M. J.-C. Savary, lors des récentes assemblées générales de nos sections de Marseille, de Lyon et de Lille :

La crise financière dont souffre la France en ce moment présente bien des caractéristiques qui ne sont pas connues à l'étranger, ni même peut-être en France, sous leur vrai jour.

C'est une crise de finances extérieures et non point de finances intérieures, comme trop de gens le croient. Elle est grave, mais non catastrophique. Les causes en sont nombreuses, mais la plupart, pour ne pas dire toutes, comportent un signe de vitalité, qui présente naturellement de sévères contre-parties.

Il est peut-être bon de rappeler d'abord que les investissements, que le fameux « bas de laine » avait permis de faire autrefois à l'étranger, assuraient à la France le règlement de ses importations d'une façon pour ainsi dire inaperçue, tout au moins du grand public. L'équilibre de ses règlements extérieurs était assuré sans qu'elle eut à faire un effort particulier d'exportation. Il n'en est plus de même aujourd'hui.

Il faut citer ensuite les charges considérables de l'occupation, des destructions et d'un effort militaire ininterrompu pendant dix-huit ans. Ces charges dépassent largement l'aide que la France a pu recevoir de l'étranger après la libération.

Il faut mentionner également l'extraordinaire accélération de la machine économique française, qui pèse lourdement sur la balance extérieure par les importations qu'elle exige de matières premières et de biens d'équipement.

Il faut parler aussi des investissements importants et d'un rendement à longue échéance que représente l'équipement des territoires d'outre-mer, particulièrement de l'Afrique Noire, appelée à jouer un grand rôle dans le Marché commun et la Zone de libre échange.

Que dire aussi du prix qu'il faut payer pour faire face aux charges de l'exceptionnel développement démographique de ces dernières années? Tout le monde sait ce qu'il en coûte pour élever les enfants jusqu'à ce qu'ils deviennent eux-mêmes des producteurs. Cela aussi est un « investissement » à longue échéance. C'est une charge lourde mais nécessaire, qui fera de la France, dans une dizaine d'années, le pays le plus jeune d'Europe, alors qu'elle a si longtemps souffert d'un fléchissement de sa population.

Toutes ces causes permettent d'affirmer que la crise financière est aussi une crise de croissance. Il n'est pas possible pour la France d'autofinancer tant d'efforts simultanés et, puisqu'elle n'est plus le banquier du monde, elle doit faire appel à l'aide extérieure pour passer un cap difficile.

Par la Mission Monnet du début de l'an, elle a obtenu l'aide des États-Unis et des pays de l'O. E. C. E. C'est là une preuve de confiance dans le peuple français, dans son élite, dans son génie scientifique et industriel.

Sous ce rapport, il est regrettable que la France soit trop souvent jugée à l'étranger sur des éléments superficiels et particulièrement sur les incidences de certaines de ses manifestations politiques intérieures et que la France qui travaille, qui invente, qui construit soit si peu connue.

On reconnaît volontiers la prééminence de l'intelligence française dans les manifestations de l'esprit, mais on ignore trop souvent que, dans les réalisations pratiques, elle détient un nombre impressionnant de records et que son potentiel de matière grise lui permet, et lui permettra de plus en plus, de faire travailler sous licences de nombreux pays étrangers.

La crise financière actuelle est donc une crise de finances extérieures. Ce ne sont pas les difficultés de trésorerie et même de budget qui en sont la cause. Ces difficultés sont pour ainsi dire traditionnelles et, même dans les époques les plus prospères, le budget français a rarement été en équilibre. Or, le budget de 1958 est exceptionnellement sévère; depuis fort longtemps, l'impasse n'y avait été aussi faible en valeur absolue.

Or, comme le volume des dépenses publiques influe sur l'économie de la Nation, son freinage doit, dans une certaine mesure, freiner aussi sa production industrielle. Il est donc nécessaire que le potentiel libéré par les restrictions des dépenses publiques soit réservé aux productions d'exportation.

Mais il ne suffit pas de pousser les exportations traditionnelles. Il faut que de nouveaux secteurs, jusqu'ici indifférents, s'intéressent aux marchés extérieurs. Cela demandera à l'industrie française un gros effort d'adaptation, qui viendra s'ajouter à celui exigé par l'intégration économique de l'Europe.

Un récent rapport du Commissariat général à la productivité expose qu'en France la pression sociale étant plus forte que dans les autres pays du Groupe des Six, la productivité et la production doivent y être également plus fortes, et la productivité française, dit le rapport, devrait doubler en dix ans pour que l'économie française puisse s'adapter au jeu du Marché commun. Cela n'est pas, conclut-il, en dehors de ses moyens.

Il est encourageant de constater à ce propos que la production française a augmenté régulièrement de plus de 10 % par an depuis cinq ans. Le Plan de modernisation et d'équipement de 1953, qui paraissait à l'époque très audacieux, a été dépassé.

Certes, des signes de récession se font sentir dans le monde. Elle peut atteindre la France, mais celle-ci garde des atouts sérieux : par exemple, la réduction de son déficit énergétique, qui pèse si lourdement sur la balance extérieure, grâce à la découverte dans la zone franc de richesses pétrolières capables d'assurer la relève jusqu'à ce que l'énergie nucléaire soit entrée dans la phase d'application pratique. Sous ce rapport, la France a tous les éléments pour ne pas être en retard.

Ce qu'il faut proclamer et faire connaître à l'étranger, c'est que l'élite française est consciente des tâches qu'elle a à affronter et est décidée à les aborder avec courage.

Notre Chambre de commerce ne sort pas de son rôle en l'affirmant.